

POSITIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LES SABLES-D'OLONNE

1. TERRITOIRES COMPARES

Sont comparées la ville (aire urbaine) des Sables-d'Olonne et les 50 villes (aires urbaines) de l'Ouest, Bretagne et Pays de la Loire réunies.

2. LES FAITS SAILLANTS

Situation démographique et évolution générale sur la période 1990-1999

Pour sa population, l'aire urbaine des Sables-d'Olonne, 43.027 habitants en 1999, occupe le 17^{ème} rang des villes de l'Ouest.

Les Sables-d'Olonne, compte dans sa population, une forte proportion de retraités - seule, dans l'Ouest, Saint-Gilles-Croix-de-Vie la dépasse - mais aussi la plus faible proportion d'actifs des 15 petites villes des Pays de la Loire et l'une des plus faibles des villes de l'Ouest (47^{ème} rang sur 50).

Les Sables-d'Olonne partage avec les villes du littoral vendéen (Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Challans) un taux de croissance élevé de la population totale qui les fait figurer aux 3 premières places des petites villes régionales et aux 5 premières des villes de l'Ouest. Ce qui différencie principalement Les Sables-d'Olonne, c'est une plus faible contribution des actifs à cette croissance.

Autre point commun avec les villes du littoral vendéen, la (faible) proportion d'ouvriers et celle (forte) d'artisans et commerçants. Le taux de croissance de la population active se situe au-dessus de la moyenne générale, mais il est plus modéré que chez ses homologues dont il se distingue par la diminution des effectifs de ces deux catégories socioprofessionnelles.

Supérieur à ceux observés à Saint-Gilles-Croix-de-Vie et Challans, le taux de chômage compte parmi les plus élevés des villes de l'Ouest (4^{ème} rang sur 50).

La proportion d'emplois publics est la plus élevée des petites villes de la région.

Revenus

A l'image de l'ensemble des stations balnéaires, le revenu moyen par foyer fiscal s'élève localement bien au – dessus de la moyenne des villes de l'Ouest de population équivalente et au – dessus de celui de la plupart des villes grandes et moyennes, métropoles rennaise et nantaise exclues.

En revanche, Les Sables-d'Olonne occupe une modeste 28^{ème} place pour la progression de ces revenus sur 1990-2004, en dépit d'un redressement marqué à la charnière des XX^{ème} et XXI^{ème} siècles.

Emplois salariés privés (UNEDIC)

Les Sables-d'Olonne possède une base économique fortement résidentielle, en proportion la plus importante – avec Auray - des 35 petites villes de l'Ouest et comparable aux mieux dotées des villes grandes ou moyennes. C'est sur cette sphère résidentielle que repose l'essentiel de la croissance des emplois locaux, une croissance pourtant relativisée par une contribution plus faible de la sphère productive, et qui de surcroît fléchit sur le passé récent.

Les Sables-d'Olonne arrive au dernier rang de l'ensemble des 50 villes de l'Ouest pour la contribution des emplois M.S.A. à l'emploi salarié privé.

Migrations domicile - travail

En dépit d'un certain affaiblissement qui ne saurait lui être spécifique, le pôle urbain des Sables-d'Olonne demeure parmi les 15 petits pôles régionaux celui qui exerce la plus forte emprise sur les actifs locaux sur lesquels les autres pôles apparaissent moyennement attractifs.

Le degré de rayonnement des Sables-d'Olonne (part des flux d'actifs imputable aux actifs résidant dans une autre aire urbaine) est faible et le degré de dépendance (part des flux d'actifs imputable aux actifs travaillant dans une autre aire urbaine) est moyen. Au total, on enregistre un déficit d'ouverture sur les pôles extérieurs imputable au déficit de rayonnement.

Entreprises structurantes

Les entreprises structurantes sablaises révèlent un certain rayonnement sur l'extérieur, en se positionnant bien tant quant au nombre des entreprises qui « essaient » qu'à celui d'ES « essaimé » par entreprise. Cependant, plus qu'ailleurs, ce rayonnement est local. En outre, plus que chez les homologues du littoral vendéen, le tissu économique de la ville se révèle dépendant de l'extérieur, que ce soit sur le plan économique (siège des entreprises) ou sur le plan financier (structure de l'actionnariat).

Accessibilité

Sur une échelle graduée de 0 à 100 définissant le degré estimé de dépendance vis-à-vis des pôles de l'Ouest de rang supérieur, Les Sables-d'Olonne se situerait à 11, le plus faible des petites villes régionales si l'on excepte les villes « frontalières » (Fontenay-le-Comte, Saumur, La Ferté-Bernard), et l'un des plus faibles des petites villes de l'Ouest (seules Paimpol et Saint-Pol-de-Léon en Bretagne apparaissent plus enclavées). Cela tient au fait que la ville de rang supérieur la plus proche, La Roche-sur-Yon, n'est qu'une ville moyenne de surcroît relativement éloignée (plus de 35 km). De plus, la grande ville la plus influente, Nantes, n'exerce du fait de son éloignement qu'une attraction moyenne sur la population sablaise.

Capacité d'accueil et influence touristique

La ville arrive en deuxième position des petites villes et troisième de l'ensemble des villes de l'Ouest (derrière Saint-Nazaire et Saint-Gilles-Croix-de-Vie) pour la capacité d'accueil.

Appartenance à espace urbain multipolaire

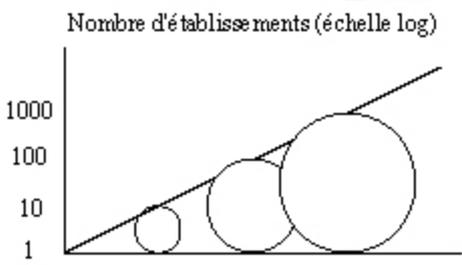
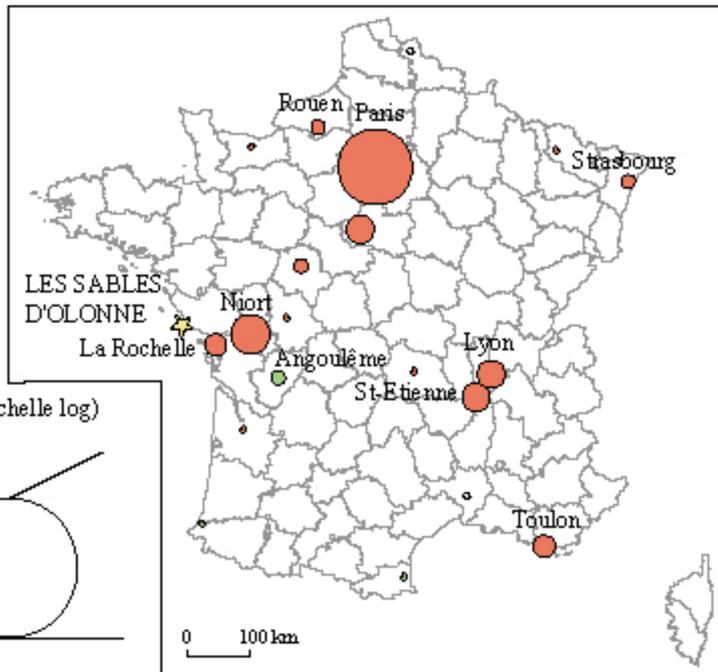
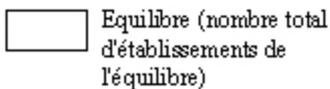
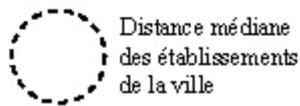
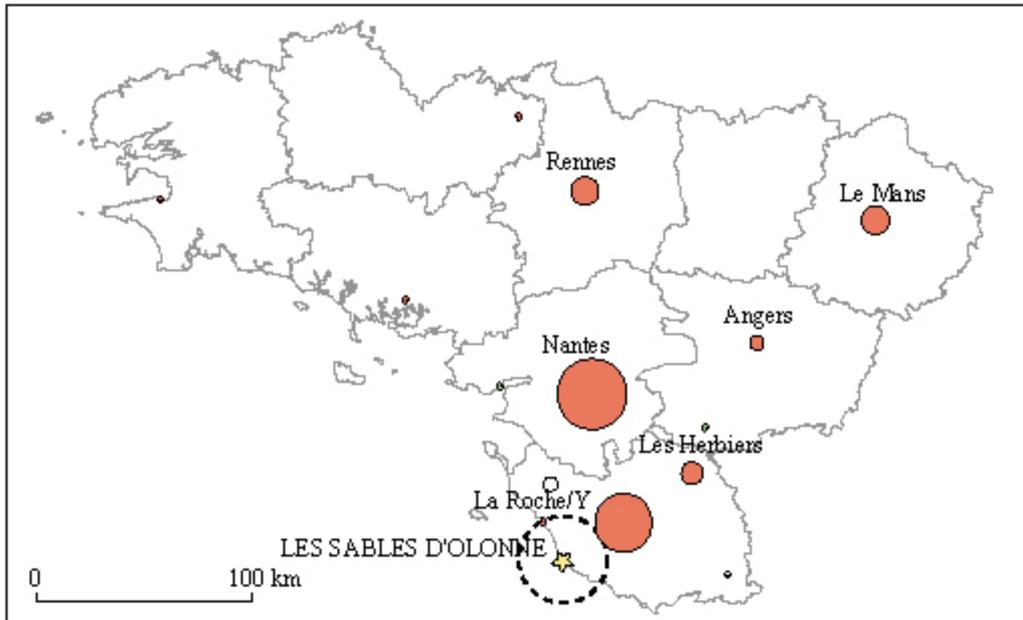
LA ROCHE SUR YON

3. SYNTHÈSE

- Dynamisme démographique, cependant relatif pour les actifs
- Revenus élevés dont la progression est relancée après avoir été freinée
- Tourisme, économie « présenteielle »
- Base économique résidentielle très forte
- Dépendance de l'évolution des emplois à cette base
- Sous-représentation des actifs, sur-représentation des retraités
- Dynamisme modéré de la sphère productive
- Rayonnement faible du tissu économique en-dehors du périmètre de l'aire urbaine
- Excentration

LES SABLES-D'OLONNE	valeurs propres	rang (50)	valeurs des 50 villes		
			minimum	moyenne	maximum
population totale 1999	43 027	17	8 825	81 409	716 298
part des actifs dans la population totale 1999 (%)	39,0	47	36,6	44,2	49,5
part des retraités dans la population totale 1999 (%)	29,6	2	14,7	20,6	31,0
part des sans activité professionnelle dans la population totale 1999 (%)	31,5	48	29,8	35,1	41,3
taux de croissance annuel de la pop totale 1990-1999 (%)	1,14	5	-0,50	0,40	1,56
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux actifs (%)	0,46	17	-0,12	0,33	0,75
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux retraités (%)	0,70	3	0,11	0,40	0,96
taux de croissance annuel de la pop totale dû aux sans activité prof. (%)	-0,02	5	-0,93	-0,33	0,29
part des cadres-prof. intellectuelles supérieures dans la population active totale 1999 (%)	8,3	24	4,9	8,5	16,8
part des professions intermédiaires dans la population active totale 1999 (%)	19,8	33	14,1	20,4	25,3
part des employés dans la population active totale 1999 (%)	33,3	5	22,5	29,1	34,2
part des ouvriers dans la population active totale 1999 (%)	26,8	35	20,7	31,4	46,9
part des non salariés dans la population active occupée en 1999 (%)	15,8	7	8,8	13,3	22,1
part des actifs inoccupés dans la population active en 1999 (%)	14,4	4	6,2	10,9	15,5
taux de croissance annuel de la population active occupée 1990 - 1999	1,01	19	-0,45	0,75	1,73
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à cadres et prof. Interm.	0,64	27	-2,65	0,61	5,04
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à employés	0,65	10	-0,32	0,45	3,34
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres CSP	-0,28	30	-8,23	-0,31	2,77
part des titulaires fonction publique dans la population salariée en 1999 (%)	19,7	20	8,0	18,3	28,6
part temps partiel / emploi salarié en 1999 (%)	23,3	5	15,4	20,4	27,2
part CDD / emplois salariés en 1999 (%)	9,1	30	7,5	9,5	13,6
part 15 ans et + sans diplôme/ population en 1999 (%)	14,8	17	7,7	13,4	20,1
part 15 ans et + diplômés BAC + 2 / population en 1999 (%)	4,1	32	3,2	4,6	8,3
% migrants extra - régionaux 1999	16,9	2	6,2	10,8	17,0
revenu moyen en 2004 (€)	17 456	8	14 196	16 092	18 544
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1990-1998 (%)	-0,34	47	-0,51	0,22	1,07
taux de croissance annuel du revenu moyen déflaté 1998-2004 (%)	2,25	3	0,22	1,35	3,13
part de la sphère productive dans l'emploi salarié UNEDIC en 2004	36,7	45	14,7	49,8	75,0
part en 2004 de l'emploi salarié UNEDIC affecté à des activités créatrices	76,2	9	42,5	67,4	91,6
part en 2004 de l'emploi industriel salarié UNEDIC le plus exposé aux délocalisations	6,9	41	1,2	21,3	67,4
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2004 (%)	2,72	21	0,18	2,61	5,30
<i>dû à la sphère productive (%)</i>	1,00	27	-0,59	1,33	4,19
<i>non dû à la sphère productive (%)</i>	1,72	11	0,33	1,28	2,63
<i>dû à effet de structure</i>	3,04	19	0,22	2,60	4,42
<i>dû à effet géographique</i>	-0,32	42	-0,58	0,00	1,12
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 1994-2001 (%)	3,33	24	0,01	3,26	6,70
taux de croissance annuel de l'emploi salarié UNEDIC 2001-2004 (%)	1,33	20	-4,16	1,11	5,64
part des emplois MSA en 2003 (%)	0,4	50	0,4	7,0	36,1
importance de l'indicateur de concentration C5/36 (%)	50,8	28	41,7	54,4	80,1
part du CA correspondant aux entreprises CA > 50 M€ (%)	13,3	49	0,0	45,6	92,9
part du CA correspondant aux entreprises à capital major. étranger (%)	4,7	14	0,0	4,0	35,2
distance minimum à une ville de rang supérieur (km)	35	27	9	45	100
indicateur global d'accessibilité aux villes de rang supérieur	197	34	84	359	1125
capacité d'accueil (nombre de lits touristiques)	77089	3	359	19054	164796
Coefficient de présence estimé	125,1	3	93,8	101,7	136,3
taux de croissance annuel de la population active occupée 1975 - 1999	0,93	18	-0,79	0,66	1,86
taux de croissance annuel de la population active occupée dû à autres aires urbaines de l'Ouest	0,25	22	0,06	0,31	1,03

LES SABLES D'OLONNE: CENTRE DE BASE DE LA HIERARCHIE URBAINE



Forte dissymétrie classique pour un centre de base :
 - Les villes moyennes et grandes implantent des ES dans une logique de marché local
 - Les entreprises locales ne pèsent pas assez lourd pour contrebalancer les entrées